

## **Réglement**

Cette aide s'adresse à des projets dont le budget prévisionnel total ne doit pas être supérieur à 3 millions d'euros.

Un projet peut être présenté deux fois, à condition de présenter de réelles modifications de son scénario. Le Comité de lecture sera seul juge de ces modifications. Une troisième présentation du film peut être envisagée dans le cadre des demandes d'aide à la finition (cf les conditions ci-après).

1) L'aide accordée est une subvention d'un montant maximum de :

152 000 euros maximum (aide à la production)

46 000 euros maximum (aide à la finition)

7600 euros maximum (aide à la réécriture)

2) Cette subvention doit bénéficier strictement au projet désigné et réalisé par le réalisateur initialement prévu. Elle ne peut en aucun cas être utilisée pour un autre projet.

3) La subvention provient du CNC (50 %) et du ministère des Affaires étrangères (50 %). La part provenant du CNC ne pourra être affectée qu'à des dépenses engagées en France ([Voir Annexe 2](#)). La clé de répartition des dépenses en France, y compris pour l'aide à la finition, est la suivante :

40% maximum peuvent être affectés à des dépenses de production,

50% minimum en dépenses de postproduction,

10% peuvent être dépensés au titre des frais généraux.

La part provenant du ministère des Affaires étrangères devra pour tout ou partie être dépensée dans un pays éligible pour des dépenses liées à la production. ([Voir Annexe 1](#))

4) Le versement de cette subvention est subordonné :

- à la présentation de l'ensemble des contrats liés au projet, et notamment les contrats de cession de droit des auteurs (scénariste et réalisateur) et les contrats liés au financement du film.
- à l'établissement d'un contrat de coproduction signé entre la société de production du pays éligible et une société de production de droit français à qui sera versée la totalité de la subvention.

Ce contrat devra mentionner que 25 à 50% du montant de la subvention devra être dépensé dans le pays éligible. Le pourcentage définitif sera communiqué à l'issue de la première semaine de tournage par un courrier commun des deux co-producteurs. Une partie de ce pourcentage pourra être versée directement par le CNC, pour le règlement des dépenses éligibles, dans le pays éligible dans le cadre d'une délégation de créance accordée par la société de production de droit français.

Une coproduction officielle (au sens d'un accord intergouvernemental de coproduction) avec la France n'est pas obligatoire.

5) L'aide sera versée, en principe, en trois tranches :

- 20 % à la signature de la convention sur présentation d'un plan de financement réel et de lettres d'engagement qui font apparaître des financements acquis à hauteur de 40 % du budget (hors Fonds Sud)
- 30 % sur présentation d'une attestation de fin de la première semaine de tournage co-signée par le réalisateur et le producteur et du courrier commun des deux co-producteurs ([cf. 3. d.](#))
- 50 % sur présentation de factures payées, à hauteur de 90 % du total de la subvention allouée. Ces factures doivent être certifiées par rapport à l'original et comporter les références de l'oeuvre concernée.

Le solde de la subvention ne sera versé qu'après présentation des documents comptables justifiant les dépenses pour un montant au moins égal à celui de la subvention, pouvant inclure des frais généraux (maximum 10% de la subvention).

6) La décision d'aide est valable 18 mois, période qui peut être portée à 2 ans et demi dans des cas justifiés et pour des motifs reconnus valables par l'Administration. Si dans ce délai le tournage n'est pas intervenu, la décision devient caduque.

7) En contrepartie de l'aide financière, le réalisateur et le producteur s'engagent à porter au générique de début du film et sur tous les documents de promotion du film (documents de presse, affiches, site internet, etc.) la mention suivante :

Avec la participation du  
FONDS SUD CINEMA  
Ministère de la Culture et de la Communication-CNC,  
Ministère des Affaires Etrangères  
(France)

Le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Culture et de la Communication pourront utiliser, dans la limite habituelle des trois minutes, des extraits du film aidé sur tous supports. Le matériel de promotion afférant au film (bande annonce, interview...) pourra être mis à leur disposition.

8) Cumuls avec d'autres soutiens

Cette subvention n'est cumulable ni avec l'avance sur recettes destinée aux films en langue française, ni avec l'aide aux films en langue étrangère (AFLE), accordées par le Centre National de la Cinématographie. Aussi, si votre projet obtenait également l'une ou l'autre de ces aides, vous seriez obligatoirement amené à renoncer au bénéfice de l'une de ces aides.

Cette subvention est en revanche cumulable avec le Fonds Image Afrique du ministère des Affaires étrangères, et tout autre fonds.

#### **Octroi de l'aide**

CENTRE NATIONAL DE LA CINEMATOGRAPHIE

Mise en place des conventions, suivi des financements et versement de l'aide

Direction des affaires européennes et internationales

3, rue Boissière, 75116 - PARIS - (FRANCE)

Tél : 01 44 34 38 17 - télécopie : 01 44 34 36 59

E.mail : [Jacqueline.Ada@cnc.fr](mailto:Jacqueline.Ada@cnc.fr)

## **Annexe 1 : Dépenses éligibles dans les pays éligibles au Fonds Sud Cinéma**

- 1) Rémunération du personnel technique et artistique (hors réalisateur et producteur) et charges sociales afférentes.
- 2) Achat et location des décors et costumes
- 3) Location et transport des moyens techniques :
  - matériel prise de vue
  - matériel prise de son
  - machinerie
  - éclairage
- 4) Achat et transport des supports pour la prise de vue et la prise de son
- 5) Travaux de post-production

## **Annexe 2 : Dépenses éligibles en France**

### Production :

- 1) dépenses liées à l'emploi de techniciens français (salaires et charges sociales afférentes) pour les postes suivants :
  - chef opérateur
  - ingénieur du son
  - chef décorateur
- 2) achat de pellicules en France
- 3) location de matériels en France : caméra film, caméra numérique et leur transport

### Post production :

- 1) tous les travaux suivants :
  - laboratoire (développement)
  - montage image
  - montage son
  - mixage
  - effets spéciaux
  - kinescopage
  - étalonnage
  - générique du film
  - traducteur
  - sous-titrage français et anglais
  - tirage copie zéro et premières copies (1 VO, 1 VOST français, 1 VOST anglais)
  - internégatif
  - dolby
- 2) dépenses liées à l'emploi de techniciens français (salaires et charges sociales afférentes) pour les postes suivants : chef monteur image, chef monteur son, chef mixeur.

Pour l'Aide à la Finition :

Les dépenses acceptées correspondent à la liste concernant la postproduction à l'exception des travaux de laboratoire (développement).

Tout autre dépense ne figurant pas sur cette liste devra faire l'objet d'un examen au cas par cas.

Pour rappel : quelques dépenses non-éligibles au Fonds Sud Cinéma

Salaires des producteurs, directeurs de production, réalisateurs, comédiens Frais d'hébergement, voyages, taxis Tirage de copies pour la distribution.